**UNE TRANSITION ENERGETIQUE QUI N’OUBLIE PAS LES TRAVAILLEURS**

Malgré le professionnalisme des travailleurs du nucléaire, les incidents s’enchaînent, les imprévus se multiplient... Depuis les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, nous savons tous que la sûreté nucléaire est un leurre. Nous savons tous que la densité et l’ancienneté du parc nucléaire français font qu’un accident majeur est devenu inéluctable et nous savions déjà que ce sont des millions de mètres-cube de déchets radioactifs que nous laisserons aux générations futures pendant des centaines de milliers d’années. En conséquence, sortir du nucléaire, c’est ce que nous dicte la raison.

Mais sortir du nucléaire, c’est aussi une perspective qui ouvre le champ des possibles pour une autre approche de l’énergie, plus sobre, plus efficace, plus respectueuse de l’humain et de la planète. Malgré les divergences, il existe de nombreux points d’accord pour une redéfinition d’un pôle des énergies. D’ores et déjà, La CGT veut lancer un débat interne pour « repenser la question des enjeux énergétiques » (Bruno Bouvier)

**Les syndicats ont leur mot à dire :**

En leurs noms propres, des syndicalistes CGT, CFDT, FSU et Solidaires lancent un appel solennel pour l’arrêt de Fessenheim, chose qui, selon eux, est possible sans casse sociale. En signant un appel « pour l’arrêt immédiat et définitif de la centrale nucléaire de Fessenheim », ils souhaitent faire entendre une autre voix. Celle de syndicalistes soucieux de lutter pour l’emploi certes, mais pas en acceptant n’importe quoi. À ceux qui lient nucléaire et emplois, ou à l’inverse opposent écologie et économie, ils offrent une vision différente : « La fermeture peut se faire sans licenciements, il faudra notamment travailler longtemps à la mise en sécurité puis au démantèlement du site. ».

Si la défense de l’emploi est nécessaire cela ne saurait se faire en soutenant un pouvoir mortifère. Il est urgent pour le syndicalisme de s’inscrire dans les processus de transition énergétique afin que les transferts d’emplois puissent se réaliser progressivement et par le biais de la formation professionnelle. C’est aux syndicats de veiller à ce que le changement écologique et énergétique ne se fasse pas au détriment des travailleurs. <<Au prétexte de la crise, certains semblent vouloir à tout prix préserver des emplois qui de toute manière ne seront pas menacés. Surtout si on prenait l’argent dépensé à entretenir la centrale pour l’affecter à la formation et à l’accompagnement des salariés ». Bref, conclut l’un des signataires de l’appel, « on peut être syndicaliste et demander la fermeture de Fessenheim ».

Si Fessenheim peut être la « vitrine » de l’accompagnement de la mutation des travailleurs du nucléaire, sous la responsabilité du pole emploi, d’Areva et d’EDF avec le contrôle et le suivi syndical nécessaire, elle doit s’inscrire dans la logique de la fermeture immédiate et inconditionnelle des 21 réacteurs nucléaires français âgés de 30 ans ou plus.

Il n’est pas nécessaire d’être spécialiste pour savoir que les solutions alternatives existent, seul manque la véritable volonté politique d’assurer leur développement et la pérennité de ces nouvelles filières porteuses d’emplois. La transition doit être réelle mais son avancement doit être maîtrisé. Pas que technologiquement, socialement aussi. Les syndicats ont donc nécessairement leur mot à dire ici, dans le contexte d’une sortie définitive du nucléaire.

**L’exemple allemand :**

En Allemagne, la sortie du nucléaire bénéficie d'un consensus social très large. La confédération syndicale allemande (DeutschenGewerkschaftsbund- DGB qui regroupe IG-Metall et Ver.di) est très optimiste :

 « La mise en place d'une industrie écologique et durable est créatrice d'emploi. D'après l'Agence fédérale pour l'emploi, 1,8 million de personnes travaillent dans les énergies renouvelables, la recherche et la production de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs industriels traditionnels (automobile, chimie et métallurgie, bâtiment), dans les services et le commerce ». Le 30 août, Volkswagen a d'ailleurs annoncé qu'elle consacrerait 1 milliard d'euro à la recherche dans les énergies renouvelables.

Le DGB est réaliste. Il sait aussi que la transition va coûter cher. La transition ne doit pas se faire au détriment des salariés. Il faudra les reclasser, les former à de nouveaux métiers et de nouvelles compétences sur « un marché du travail transformé ».

**TRAVAILLEURS, CONSTRUISONS LA TRANSITION ENERGETIQUE ENSEMBLE !**